

Ni Dieudonné, ni Valls !

**Luttons contre tous les racismes...
et contre le capitalisme qui les nourrit !**



Valls vient-il de découvrir que Dieudonné est antisémite ? Évidemment pas ! L'humoriste a dérivé depuis des années vers l'extrême droite : il a déjà été condamné pour ses propos antisémites, Le Pen est parrain d'une de ses filles, Soral est son mentor politique... **Loin d'être « anti-système », Dieudonné est un imposteur** : il gère habilement sa grande fortune, fréquente les millionnaires de l'extrême droite nationaliste et raciste ; il prétend lutter contre l'islamophobie, mais fricote avec le FN qui en est le principal promoteur ; il refuse de dénoncer le capitalisme et la bourgeoisie, en faisant croire que tous les problèmes seraient dus à un prétendu « complot juif ». Et, en faisant l'amalgame entre l'antisémitisme et l'antisémitisme, **Dieudonné dessert la cause légitime du peuple palestinien en lutte contre l'État d'Israël** : il permet aux sionistes et au gouvernement français qui soutiennent cet État colonial de discréditer celles et ceux qui depuis des années combattent réellement au côté des Palestiniens, sans Dieudonné, contre la politique israélienne.

Valls, qui espère devenir Premier ministre, tente un coup politique pour reconquérir une partie de l'électorat PS qui risque de ne pas aller voter, déçu par les promesses non tenues et toute la politique d'austérité de Hollande. Le PS n'a rien d'autre à mettre en avant qu'un sujet aussi consensuel à gauche que la lutte contre l'antisémitisme. Valls, tout le gouvernement et le PS à sa suite, espèrent que leur prétendue démonstration de force contre Dieudonné va permettre un sursaut de son électorat effrayé par la montée d'un antisémitisme décomplexé. Mais en instrumentalisant cette cause, **ils offrent en fait à Dieudonné l'opportunité de se présenter comme victime du « système »**, de conforter les croyances de ses partisan-e-s, d'accroître encore une audience déjà bien trop forte. Ils permettent que l'extrême droite française antisémite et les préjugés populaires contre les Juifs s'expriment à une échelle de plus en plus large.

Ils n'ont aucune légitimité pour prétendre lutter contre le racisme puisqu'ils ne cessent de multiplier les propos et les actes de provocation contre les musulmans et les Roms. Depuis leur arrivée au pouvoir, ils ont expulsé plus de sans-papiers que Sarkozy dans le même temps. Valls est bien connu pour ses propos racistes sur le marché d'Évry (91) dont il est maire, se plaignant qu'il y ait selon lui trop de Noirs et d'Arabes,

« pas assez de « Blancs, de White, de Blancos ». Il a prétendu que les Roms avaient « vocation à retourner en Roumanie » ! Le gouvernement vient de maintenir l'interdiction pour les mères qui portent un foulard musulman d'accompagner les sorties scolaires, mesure de discrimination islamophobe. Et il ne s'émeut guère quand des femmes musulmanes se font agresser par des racistes, y compris des policiers, comme cet été à Argenteuil. Pour nous, **il n'y a pas deux poids, deux mesures : le racisme anti-musulman est tout aussi abject que l'antisémitisme.**

De façon générale, le racisme sous toutes ses formes, mais tout particulièrement l'islamophobie, se développent à une vive allure depuis la crise du capitalisme ouverte en 2008, l'explosion du chômage et de la pauvreté, la liquidation des acquis sociaux menée par Sarkozy et poursuivie par Hollande. C'est dans ce contexte que les immigré-e-s et leurs enfants des quartiers populaires ont été toujours plus stigmatisé-e-s. Ils sont présentés comme boucs émissaires, non sans succès auprès de travailleurs/ses victimes du chômage et de l'atomisation sociale alors que le mouvement ouvrier est en crise historique et que les luttes sont trop faibles pour retisser les liens de classe — quand elles ne sont pas trahies par des directions syndicales collaboratrices.

C'est pourquoi nous appelons les jeunes, les travailleurs/ses, à ne pas suivre l'imposteur Dieudonné, à ne pas se tromper de colère, à combattre à la fois l'antisémitisme, l'État israélien colonial et raciste, et le gouvernement PS au service des capitalistes français, quelle que soit leur religion.

Nous refusons que le gouvernement et le « Conseil d'État » se servent des provocations de Dieudonné pour porter atteintes aux acquis démocratiques : le pouvoir exécutif n'a pas à dicter aux tribunaux ce qu'ils doivent faire et la liberté d'expression ne doit être restreinte ni par les préfets, ni par les juges. Ces mesures sont extrêmement dangereuses d'un point de vue démocratique : le gouvernement PS et l'État bourgeois ouvrent la porte à des mesures autoritaires contre la liberté d'expression et de manifestation, qui toucheront demain le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

La seule solution est de réaliser **l'unité et l'indépendance de classe des travailleurs et des jeunes des quartiers, des organisations ouvrières et populaires**, au-delà des différences de nationalité, d'origine et de religion.

Cette unité et cette indépendance de classe se forgeront par la lutte contre la montée de l'extrême droite et de ses idées, aussi bien antisémites qu'islamophobes, par la défense des musulman-e-s, des Roms et des juif/ves contre les attaques qui les visent. Elles passeront par la lutte contre l'islamophobie et le racisme d'État, contre les expulsions des sans-papiers, pour l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés prises par la gauche et la droite depuis plus de trente ans. Sur ces bases, il faut mettre à l'ordre du jour la préparation de **manifestations unitaires qui montreront à Dieudonné comme à Valls qu'aucun racisme n'est tolérable pour la classe ouvrière et la jeunesse.**

Cette unité et cette indépendance de classe passeront aussi par la **lutte frontale contre le gouvernement Hollande-Valls, pour mettre en échec sa politique d'austérité**, son « pacte de responsabilité » et ses nouvelles attaques annoncées. C'est une tâche centrale du mouvement ouvrier et des organisations révolutionnaires de lier la lutte contre le racisme sous toutes ses formes au combat contre la politique qui le nourrit : la politique anti-sociale du gouvernement au service des patrons français.

Nina Pradier, le 16 janvier 2014